

3° Les sommes restant disponibles après les prélèvements visés aux 1° et 2° ci-dessus sont réparties comme suit :

Caisse nationale de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (Organic) : 62,50 p. 100 ;  
Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (Cancava) : 37,50 p. 100 ;  
Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales : pour mémoire.

Art. 2. — Il est effectué un prélèvement de 30 000 000 F au profit du régime d'assurance vieillesse complémentaire des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics en application de l'article 16 du décret du 29 avril 1970 susvisé. Ce prélèvement est imputé sur les sommes attribuées à la caisse nationale de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce en application du présent arrêté.

Art. 3. — Compte tenu des répartitions provisionnelles opérées en application des arrêtés des 17 avril et 4 septembre 1975 susvisés et après reversement des trop-perçus qui en résultent, le montant de ceux-ci et le montant des sommes disponibles au 1<sup>er</sup> décembre 1975 sont répartis afin d'assurer à chaque organisme bénéficiaire la dotation prévue à l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 4. — Le directeur de la sécurité sociale, le directeur du budget et le directeur général de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 octobre 1976.

Le ministre du travail,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la sécurité sociale,  
PIERRE SCHOPFLIN.

Le ministre délégué/auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,  
JEAN CHOUSAT.

Cotisations de sécurité sociale dues pour l'emploi des personnes recrutées à titre temporaire et non bénévole pour assurer l'encadrement des mineurs dans les centres de vacances et de loisirs.

Le ministre du travail,

Vu l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 modifiée relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale ;  
Vu l'arrêté du 19 mai 1975 relatif au contrôle des établissements et centres de placement hébergeant des mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs, notamment les articles 2 et 8,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le présent arrêté est applicable aux personnes recrutées, à titre temporaire et non bénévole, pour se consacrer exclusivement, dans les centres de vacances entendus au sens de l'arrêté susvisé du 19 mai 1975, les centres de loisirs pour mineurs et les maisons familiales de vacances, à l'encadrement des enfants durant les vacances scolaires, les congés professionnels ou les loisirs de ces enfants.

Art. 2. — Les cotisations dues pour l'emploi des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sont calculées chaque année sur les bases forfaitaires ci-après, déterminées par référence à la valeur horaire du S. M. I. C. en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée :

EMPLOIS	ASSIETTE journalière.	ASSIETTE hebdomadaire. (En heures.)	ASSIETTE mensuelle.
Animateur au pair.....	1	5	20
Animateur rémunéré en argent .....	1,5	7,5	30
Directeur adjoint ou économiste .....	»	17,5	70
Directeur .....	»	25	100

Art. 3. — Les bases forfaitaires visées à l'article 2 ci-dessus sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1979.

A titre transitoire, les cotisations dues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977 et du 1<sup>er</sup> janvier 1978 sont calculées sur des bases forfaitaires égales respectivement à la moitié et aux trois quarts des bases fixées à l'article 2.

Art. 4. — Le montant de l'assiette déterminée en application des articles 2 et 3 ci-dessus est arrondi, le cas échéant, au demi-franc supérieur.

Art. 5. — L'arrêté du 16 juin 1970 fixant forfaitairement le montant des cotisations de sécurité sociale dues pour les personnes recrutées à titre temporaire pour assurer l'encadrement des enfants dans les patronages, les centres aérés, les camps ou colonies de vacances agréés est abrogé.

Art. 6. — Le directeur de la sécurité sociale est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 octobre 1976.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la sécurité sociale,  
PIERRE SCHOPFLIN.

Modalités de liquidation et d'imputation des cotisations d'assurance vieillesse des mères ayant au foyer un enfant handicapé.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre du travail et le ministre de la santé,

Vu le code de la sécurité sociale et le code rural ;

Vu l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 68-244 du 15 mars 1968 relatif à la gestion commune de la trésorerie des organismes de sécurité sociale ;

Vu le décret n° 71-612 du 15 juillet 1971 relatif au versement direct, par certains organismes et services, des prestations familiales ;

Vu le décret n° 72-530 du 29 juin 1972 portant application des dispositions du code de la sécurité sociale relatives à l'allocation de salaire unique et à l'allocation de la mère au foyer ;

Vu le décret n° 76-153 du 13 février 1976 relatif à l'assurance vieillesse des mères ayant au foyer un enfant handicapé, et notamment son article 5,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le présent arrêté fixe les modalités de liquidation et d'imputation des cotisations d'assurance vieillesse affectées, en application de l'article L. 242-2 (2° et 3° alinéa) du code de la sécurité sociale, au financement de l'assurance vieillesse des mères de famille ayant au foyer un enfant handicapé.

Art. 2. — Les cotisations dont sont redevables les caisses d'allocations familiales du régime général, les caisses de mutualité sociale agricole chargées du service des prestations familiales dans l'agriculture et les organismes et services qui, en application de l'article 26 de l'ordonnance susvisée du 21 août 1967, sont autorisés à servir directement les prestations familiales à leurs ressortissants sont liquidées annuellement par chaque organisme ou service.

Cette liquidation est faite sur la base, d'une part, du taux et de l'assiette des cotisations tels que fixés par l'article 4 du décret susvisé du 13 février 1976, d'autre part, du nombre d'allocations d'éducation spéciale versées aux mères de famille remplissant les conditions fixées par l'article L. 242-2 (2° alinéa) du code de la sécurité sociale, et du nombre d'allocations versées pour des adultes handicapés dont les mères remplissent les conditions fixées par l'article L. 242-2 (3° alinéa) dudit code.

Art. 3. — Les organismes et services visés à l'article précédent établissent, chaque année, en vue de la tenue du compte de vieillesse des intéressées, une déclaration nominative faisant ressortir, pour chacune des bénéficiaires de l'article L. 242-2 (2° et 3° alinéa), le montant global des assiettes mensuelles ayant servi de base à la détermination des cotisations liquidées au titre de l'année civile précédente.

Le total des créances de cotisations ainsi liquidées fait l'objet d'une inscription sur un bordereau récapitulatif annexé à la déclaration nominative annuelle.

Les organismes liquidateurs des prestations familiales servies par le régime agricole établissent des documents distincts suivant qu'il s'agit d'allocations servies au titre du régime des salariés ou au titre du régime des exploitants agricoles.

Les documents visés au présent article doivent être signés par les responsables de la gestion administrative et comptable de chaque organisme concerné.

Art. 4. — La déclaration nominative ainsi que le bordereau récapitulatif visés à l'article précédent sont adressés avant le 28 février de l'année suivante à la caisse régionale dans la circonscription de laquelle se trouve situé l'organisme ou service liquidateur de l'allocation d'éducation spéciale ou de l'allocation aux adultes handicapés ; lorsque lesdites allocations sont liquidées à l'échelon national, ces documents sont adressés directement à la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Art. 5. — Chaque caisse régionale, après vérification de la concordance des données du bordereau de liquidation collective et de la déclaration nominative, récapitule, pour chacun des régimes de sécurité sociale concernés, les créances liquidées au profit de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés et fait parvenir à ladite caisse les résultats de cette récapitulation.